GNL, non merci!

Mémoire présenté au
Bureau des audiences publiques en environnement

dans le cadre des
Audiences publiques sur la composante *Énergie Saguenay* du projet GNL QUÉBEC
Projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

par
Divest McGill

22 octobre 2020

Mémoire préparé dans le Nionwentsïo (Québec), en territoire traditionnel non cédé Wendat, ainsi qu'à Tiohtià:ke (Montréal), sur le territoire traditionnel non cédé de la nation Kanien'kehà:ka, lieu d'échange historique et actuel de diverses Premières Nations incluant la nation Huronne-Wendat, Abenaki et Anishinaabeg.

À propos de nous

Divest McGill est une campagne pour la justice climatique qui milite pour le retrait des placements du fonds de dotation de l'Université McGill du secteur des énergies fossiles. Divest, c'est aussi plus de 150 étudiant.e.s qui ont, au fil des sept dernières années, investi temps et énergie dans la recherche, l'éducation et la mobilisation pour exiger plus de leur Université, et pour sensibiliser leurs pairs aux graves torts sociaux causés par l'industrie des énergies fossiles et au pouvoir politique détenu par cette industrie.

Nous faisons partie d'un mouvement international toujours grandissant: plus de 14,48 trillions de dollars ont déjà été désinvestis des énergies fossiles à travers le monde et 15% de ce montant provient d'institutions d'éducation[1]. Notre campagne a vu le jour à l'automne 2012 et depuis, nos pétitions ont été signées par des milliers d'étudiant.e.s; les professeur.e.s et employé.e.s se sont joint.e.s à nous en créant MFL4D (« McGill Faculty and Librarians for Divestment »); et nous avons reçu l'appui officiel de facultés majeures dont celles des sciences humaines et sociales, celle de droit et celle d'environnement, des associations étudiantes de premier cycle et d'études supérieures ainsi que du Sénat de l'Université[2]. Nous avons également rejoint la coalition *Divest Canada* cette année, un regroupement de plus de 30 groupes étudiants de partout à travers le Canada qui luttent pour que leurs institutions d'enseignement désinvestissent des énergies fossiles pour investir dans une transition juste[3].

---

[1] https://gofossilfree.org/divestment/commitments/
[2] https://www.divestmcgill.com/
[3] http://www.divestcanada.ca/

Notre position

Divest McGill s'oppose à la réalisation du projet GNL QUEBEC[4] dans son ensemble.

Par ailleurs, nous sommes d'avis qu'il est impossible d'analyser sérieusement ce projet sans reconnaître que nous faisons actuellement face à une crise climatique sans précédent. Considérant les graves dommages environnementaux et sociaux causés par cette crise climatique et par l'industrie des énergies fossiles, toute analyse qui n'observe pas le projet dans son contexte et dans son ensemble, en prenant compte des effets cumulatifs et à long terme des composantes *Énergie Saguenay* ET *Gazoduq*, failli à constituer une analyse rigoureuse des enjeux écologiques, sociaux et économiques de ce projet.

Nous savons que la période de consultations menée actuellement par le Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE) ne concerne que la composante *Énergie Saguenay* du projet GNL QUÉBEC, soit l'usine de liquéfaction du gaz naturel. Nous tenons à débuter ce mémoire en faisant part de notre désaccord envers la division des différentes étapes du projet GNL QUÉBEC, que nous considérons problématique et non nécessaire. Les promoteurs du projet reconnaissent sur les deux sites Internet que les deux composantes du projet sont intimement liées et que la construction du gazoduc est nécessaire pour que l'usine *Énergie Saguenay* ait une raison d'être et puisse être approvisionnée. Ainsi, il est complètement insensé d'évaluer le projet GNL QUÉBEC en deux étapes, sans observer les effets combinés de toutes ses composantes sur l'environnement et sur les communautés touchées. La décision de scinder l'évaluation du projet global en ses deux composantes, conformément à la volonté des promoteurs, témoigne d'un grave manque d'impartialité dans le processus de consultation publique, et nous soutenons la déclaration faite par le *Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste et les enjeux énergétiques au Québec* à cet égard[5].

---

[4] Dans ce mémoire, nous utiliserons le terme GNL QUEBEC pour parler du projet dans son ensemble. L'appellation *GNL Québec inc* réfère pour sa part aux promoteurs du projet, alors qu'*Énergie Saguenay* renvoie à la proposée usine de liquéfaction du gaz.

[5] https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-10-05/audiences-du-bape-sur-energie-saguenay/des-enjeux-d-impartialite.php

Impacts environnementaux du projet – le mythe du charbon

Les promoteurs du projet vantent depuis le début les supposés bénéfices environnementaux que celui-ci apporterait, si le gaz naturel exporté était vendu à des gens qui utilisent présentement du charbon. Cependant, comme nous avons pu le constater lors des audiences, il ne s'agit que de spéculations – il n'existe actuellement aucune garantie que le gaz naturel liquéfié qui sera acheminé à l'international sera en effet vendu à des gens qui utilisent du charbon, aucun contrat n'ayant été signé à présent. Il n'y a par ailleurs aucune preuve que les potentiels acheteurs seraient amenés à diminuer leur consommation de charbon suite à l'achat de gaz naturel liquéfié (plutôt qu'à augmenter leur consommation énergétique). Dans cette section, nous cherchons à déboulonner la propagande commerciale propagée par *GNL Québec inc.*, en montrant que non seulement *GNL Québec inc.* ne peut pas garantir de baisse des GES si elle ne connaît pas ses acheteurs, comme l'ont d'ailleurs fait remarquer l'avis d'expert produit par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, mais aussi que même si les prédictions optimistes de *GNL Québec inc.,* qui avance que son gaz naturel remplacerait du charbon, se réalisaient, cela n'entraînerait encore une fois pas nécessairement de réduction de GES[6].

Les promoteurs de GNL Québec ont soutenu que l'augmentation des exportations vers l'Europe et l'Asie représente une alternative écologique aux réseaux énergétiques internationaux actuels, principalement alimentés par le charbon. Cependant, en prenant simplement la Chine, une destination d'exportation très souvent invoquée, des recherches récentes[7] ont montré que le GNL occidental signifierait au moins 18,5 % d'émissions supplémentaires en Chine au cours des deux prochaines décennies par rapport aux alternatives technologiques que le pays utilise dans sa transition pour remplacer les anciennes centrales à charbon à faible rendement. Comme l'illustre le même rapport, les arguments en faveur du GNL comme étant moins intensif en émissions que le charbon évaluent généralement les émissions uniquement au point de combustion et négligent les émissions provenant de la production et du traitement du

[6] https://www.ledevoir.com/societe/environnement/586547/gnl-quebec-impossible-de-preciser-le-bilan-climatique-du-projet#
[7] https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/BC%20Office/2020/07/ccpa-bc_BCs-Carbon-Conundrum_full.pdf

gaz (où des quantités importantes de méthane s'échappent), du transport par gazoduc, de la liquéfaction, du transport maritime et de la regazéification. Le chiffre le plus populaire sur les réductions potentielles d'émissions de carbone que le GNL offre à l'Asie provient peut-être d'une étude réalisée par un ancien employé de Shell (le plus grand producteur de GNL du Canada)[8] et néglige de tenir compte des émissions de méthane lors du forage, du traitement et du transport du gaz naturel. En règle générale, l'argument selon lequel le GNL contribuera à éliminer les méthodes alternatives de production d'énergie suppose que l'augmentation des exportations de GNL ne se traduira pas par une augmentation des exportations ou de la consommation intérieure dans les pays importateurs. La possibilité qu'un approvisionnement énergétique plus intensif en combustibles fossiles, dans ce cas, provenant du Canada, se traduise par une baisse des prix[9] et donc par une augmentation de la demande[10] ainsi que par une augmentation de la capacité d'exportation, est bien établie, mais n'a guère retenu l'attention du gouvernement québécois. Cela dit, même ces arguments négligent le fait que le développement énergétique national et international futur devrait être *entièrement* axé sur l'énergie verte et que le gouvernement devrait orienter les capitaux privés et publics en conséquence.

Impacts économiques du projet – Le GNL, une fausse bonne idée? Compétition, pénurie de main-d'œuvre et paradis fiscaux.

Les arguments financiers en faveur du projet GNL sont tout aussi ténus. La Russie étend de plus en plus sa portée sur les marchés énergétiques asiatiques et européens grâce à l'expansion des gazoducs. Ainsi, d'ici 2025, peu après l'achèvement prévu du projet GNL Québec, la Russie atteindra une capacité d'exportation maximale grâce à ses gazoducs vers la Chine, ce qui représentera une concurrence importante pour les importations canadiennes. Entre-temps, des études menées par l'Institut canadien de recherche sur l'énergie[11] et l'Institut d'Oxford pour les études sur l'énergie[12] ont estimé que l'expédition de GNL vers l'Asie via les ports occidentaux coûte entre 8,9957 et 10,00

[8] https://www.nationalobserver.com/2020/03/04/news/disputed-environmental-claim-championed-tories-comes-shell-insider
[9] https://www.eia.gov/energyexplained/natural-gas/factors-affecting-natural-gas-prices.php
[10] https://www.cbo.gov/system/files?file=2018-10/07-21-energy-dist.pdf
[11] https://ceri.ca/assets/files/Study_172_Full_Report.pdf
[12] https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2018/02/The-LNG-Shipping-Forecast-costs-rebounding-outlook-uncertain-Insight-27.pdf

dollars américains par million de BTU[13]. En raison des prix élevés du transport maritime, le prix du baril de gaz canadien doit, pour atteindre le seuil de rentabilité, soit bénéficier d'importantes subventions gouvernementales et d'exemptions réglementaires, soit être fixé à un niveau supérieur aux prix estimés du pétrole Brent. Bien que le GNL Québec offre de nouvelles voies d'exportation, les récents manquements à la prise en compte rigoureuse de la demande étrangère et de la concurrence continuent de faire obstacle à une compréhension impartiale de la rentabilité des projets GNL canadiens.

Par ailleurs, le Québec et le Canada traversent depuis plusieurs années une pénurie de main-d'œuvre. *Celle-ci a atteint de nouveaux sommets au cours du premier trimestre 2019, alors qu'il y avait plus de 434 000 postes à pourvoir dans le secteur privé au pays. Le Québec trônait à ce moment au sommet des provinces ayant le plus de postes vacants au privé, soit 120 000 postes, ce qui représente plus du quart des emplois disponibles, selon les données d'une étude publiée par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)*[14].

Avec l'arrivée de la pandémie, bon nombre de travailleurs et travailleuses à travers le Québec ont perdu leur emploi, propulsant le taux de chômage provincial à 13,6% au mois de mai. Toutefois, alors que le Québec commençait à se déconfiner pour la première fois à la fin de l'été, *le Québec a enregistré une baisse du taux de chômage de 0,8 point de pourcentage, ramenant l'emploi à 96% de ce qui était observé avant la pandémie de COVID-19. Le taux de chômage s'élève désormais à 8,7% dans la province. Le marché du travail enregistre également une quatrième baisse consécutive du taux de chômage, selon Statistique Canada. À pareille date l'an dernier, la province notait un taux de moins de 6%*[15]. L'emploi au Québec se rapproche donc des niveaux pré-COVID, et plusieurs estiment que la pénurie de main-d'œuvre, particulièrement de main-d'œuvre spécialisée, telle que celle nécessaire pour un projet comme GNL QUEBEC, reviendra bien assez vite.

---

[13] unité d'énergie anglaise équivalente à 1055,6 joules. Par comparaison, il est estimé que le gaz ne peut pas compétitionner avec le charbon en Chine à moins que le prix soit en bas de 4 dollars US par million de BTU

[14] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1182392/le-quebec-champion-de-la-penurie-de-main-doeuvre-au-canada

[15] https://journalmetro.com/actualites/national/2509375/quebec-emploi-presque-de-retour-aux-niveaux-pre-covid/

Le 15 octobre 2019, 40 économistes, chercheuses et chercheurs en économie ayant étudié le mégaprojet GNL QUÉBEC ont publié une lettre ouverte[16] pour sonner l'alarme contre les dangers du projet, qui, selon les signataires, pourrait augmenter les émissions globales de gaz à effet de serre (GES) et aggraver la pénurie de main-d'œuvre. Dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre décrit plus haut, les signataires «estiment que les milliers d'emplois promis ne feront qu'aggraver la situation: *Rio Tinto et Produits forestiers Résolu se battent déjà pour des employés de qualité et un troisième joueur va arriver. Ce sera essentiellement de la main-d'œuvre mobile qui va venir de l'Ouest canadien,* évoque M. Éric Pineault, cosignataire et professeur à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal» .

Finalement, les signataires « soulèvent que l'entreprise est une société en commandite enregistrée au Delaware, *un siphon à profits, un paradis fiscal* laissant entrevoir *peu de retombées du côté des profits de l'entreprise* »[17].

Impacts sociaux du projet – la main-d'oeuvre mobile et la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+[18] autochtones

Outre les risques économiques et environnementaux soulevés dans la lettre ouverte des 40 économistes, chercheuses et chercheurs en économie, nous nous préoccupons aussi des répercussions sociales de la réalisation d'un tel projet, particulièrement sur les femmes, les filles, les personnes bi-spirituelles et LGBT+ autochtones. En effet, de nombreux rapports ont établi des liens entre l'utilisation de main-d'oeuvre mobile pour des projets d'extraction de ressources, les camps de travailleurs et la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones, au Canada et à l'international[19].

Entre 1980 et 2014, 6 849 cas de féminicides ont été signalés à la police au Canada. Parmi le nombre total de victimes féminines, 16 % étaient des femmes autochtones.

---

[16] Pour consulter la lettre ouverte: https://plus.lapresse.ca/screens/307d7866-a975-4770-a4e0-1053813bf512__7C___0.html

[17] https://www.lapresse.ca/actualites/2019-10-15/40-economistes-sonnent-l-alarme-contre-gnl-quebec

[18] Le rapport de l'ENFFDA explicite ainsi le sigle 2ELGBTQQIA : « personnes bispirituelles, lesbiennes, gays, personnes bisexuelles, transgenres, queer, en questionnement et personnes intersexuées ou asexuelles ».

[19] https://blogs.scientificamerican.com/voices/the-darkest-side-of-fossil-fuel-extraction/

Depuis 1991, le nombre de femmes allochtones assassinées a diminué. En revanche, le nombre de femmes autochtones assassinées est resté relativement stable, représentant ainsi une proportion croissante des femmes victimes d'homicides[20]. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les homicides en 2016, les femmes autochtones sont cinq fois plus susceptibles d'être victimes d'un homicide que les femmes allochtones[21]. Au total, les groupes de femmes autochtones, notamment l'Association des femmes autochtones du Canada, soutiennent que plus de 4000 femmes et filles seraient disparues ou auraient été assassinées depuis 1980[22].

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées

Le 1er Septembre 2016, une enquête nationale sur les femmes et les filles Autochtones disparu.e.s et assassiné.e.s est lancée. L'ENFFADA, dirigée par la commissionnaire en chef Marion Buller ainsi que les commissionnaires Michèle Audette, Brian Eyolfson et Qajaq Robinson, dure jusqu'en juin 2019. Au total, 2386 personnes auront participé directement au processus de consignation de la vérité: 1484 membres de famille des victimes et survivantes ont livré leur témoignage, 819 personnes ont partagé des expressions artistiques et 83 expert.e.s, Gardien.ne.s du savoir et représentant.e.s gouvernementaux ont témoigné. L'ENFFADA se termine le 30 juin 2019, après la publication du guide pédagogique *Leurs voix nous guideront*[23], ainsi que du rapport final et de 231 appels à l'action. Le rapport final de l'Enquête nationale conclut, dans son chapitre sur les projets d'extraction de ressources & la violence à l'égard des femmes

[20] https://www.justice.gc.ca/eng/rp-pr/jr/jf-pf/2017/july04.html
[21] Pour consulter toutes les données de l'enquête sur les homicides conduite par Statistique Canada en 2016: https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171122/dq171122b-cansim-fra.htm
[22] https://www.lapresse.ca/actualites/national/2019-06-01/enquete-nationale-sur-les-femmes-autochtones-un-genocide-planifie
[23] « Le projet *Leurs voix nous guideront* vise à stimuler la pensée critique, la réflexion et le dialogue à l'égard des perceptions et des réalités vécues par les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones. Il vise également à fournir aux élèves et aux enseignants des occasions d'apprentissage pertinentes sur la contribution qu'apportent les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones au sein de leur famille, de leur communauté et sur le plan national tout en mettant en lumière leur force, leur capacité d'action et leur résilience. Le guide élaboré dans le cadre de ce projet aidera à mettre en lumière des zones encore sombres de notre histoire collective telles que les répercussions du colonialisme et du racisme sur la vie des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones ainsi que sur leurs familles, leurs communautés et leurs nations. »
https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/commemoration-art-and-education/their-voices-will-guide-us/

autochtones[24] que «les camps de travailleurs associés à l'industrie d'extraction de ressources entraînent des taux plus élevés de violences à l'égard des femmes autochtones dans les camps mêmes et dans les communautés voisines. Cette augmentation du taux de violence résulte en grande partie de l'établissement de camps de jeunes hommes, la plupart non autochtones, qui touchent des salaires élevés et qui ont très peu d'intérêt, voire aucun, envers la communauté autochtone d'accueil.»

Le rapport poursuit en expliquant que les villes champignons et les milieux remplis de camps de travailleurs, créés par l'industrie d'extraction de ressources, «*contribuent aux taux accrus d'infractions sexuelles et de délitsliés à la drogue ou à l'alcool, à la violence familiale et à celle des gangs ainsi qu'aux activités de l'industrie du sexe dans les communautés d'accueil, [méfaits qui] touchent les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones de façon disproportionnée. Par ailleurs, l'afflux de personnes, en raison des camps de travailleurs, à proximité ou au sein des communautés autochtones éloignées et rurales accroît la pression exercée sur une infrastructure sociale déjà limitée, par exemple les services de police, de santé et de santé mentale.*»

De plus, on peut y lire qu'en plus des répercussions sociales défavorables de cette industrie sur les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones, il est évident qu'elles ne bénéficient pas des retombées économiques: «les femmes autochtones se heurtent à d'importants obstacles qui entravent leur participation au secteur de l'exploitation de ressources, car ce milieu de travail est souvent nettement masculin et hypersexualisé. Les femmes autochtones qui travaillent dans ces camps et dans ce secteur en général connaissent des taux élevés de racisme, de harcèlement sexuel et de violence en milieu de travail. En outre, ces camps se trouvent habituellement loin des services d'application de la loi et, par conséquent, ils échappent à la surveillance policière. La nature du travail, en particulier les horaires par quarts et les aller-retour entre le domicile et des endroits isolés, dissuade également les femmes de participer aux projets d'extraction. En effet, ce type de travail est incompatible avec leur vie familiale et les empêche d'y prendre pleinement part et de s'impliquer dans leur

[24] Réclamer notre pouvoir et notre place: Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées, volume 1a, pages 642 à 653. Disponible en ligne: https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf

communauté. Lorsque les femmes décrochent un emploi dans ce secteur, on leur confie souvent des postes peu rémunérés, notamment au sein des services d'entretien ménager ou d'alimentation.»

Finalement, «la création d'une ville champignon par la présence d'un projet d'extraction engendre souvent des taux d'inflation élevés et une hausse du coût de la vie dans les communautés d'accueil. Les femmes autochtones sont touchées de façon disproportionnée par cette situation, ce qui contribue à leur insécurité économique.»

Nous encourageons toute personne résidant sur le territoire présentement connu comme le Canada à prendre part du rapport final de l'ENFFADA, disponible gratuitement sur le site Internet de l'enquête. Nous souhaitons cependant porter à l'attention du BAPE cinq des 231 appels à l'action contenus dans le rapport final, car ceux-ci concernent directement le projet GNL QUEBEC:

Les appels visant les industries extractives et d'exploitation des ressources :

> *13.1 Nous demandons à toutes les industries d'extraction et d'exploitation des ressources de tenir compte de la sécurité et de la protection des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones, ainsi que du partage équitable, avec elles, des avantages découlant de l'exploitation des ressources, à toutes les étapes de planification, d'évaluation, de mise en œuvre, de gestion et de surveillance de projets.*
>
> *13.2 Nous demandons à tous les gouvernements et organismes chargés d'évaluer, d'approuver ou de surveiller des projets d'exploitation de soumettre toutes les propositions de projet à des évaluations des répercussions socioéconomiques fondées sur le genre dans le cadre du processus décisionnel et du suivi continu des projets. Pour être approuvées, les propositions de projet doivent comprendre des dispositions et des plans d'atténuation des risques relevés dans les évaluations des répercussions.* [Nous soulignons]
>
> *13.3 Nous demandons à toutes les parties à la négociation d'ententes sur les répercussions et les avantages liés aux projets d'inclure des dispositions relatives aux répercussions des projets sur la sécurité et la sûreté des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones. Les ententes doivent également comporter des dispositions pour faire en sorte que les projets profitent équitablement aux femmes et aux personnes 2ELGBTQQIA autochtones.*

13.4 Nous demandons aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de financer des enquêtes et des recherches supplémentaires afin de mieux comprendre le lien entre l'extraction des ressources, et d'autres projets d'exploitation, et la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones. À tout le moins, nous soutenons les femmes et les dirigeants autochtones qui exigent la tenue d'une enquête publique sur la violence sexuelle et le racisme qui se produisent sur les sites des projets hydroélectriques dans le Nord du Manitoba.

13.5 Nous demandons aux industries d'extraction et d'exploitation des ressources, de même qu'à tous les gouvernements et fournisseurs de services, de prévoir et de reconnaître la demande accrue en matière d'infrastructures sociales attribuables aux projets d'extraction et d'exploitation des ressources, et la nécessité de mettre en place des mesures d'atténuation dans le cadre du processus de planification et d'approbation. Il faut élargir les infrastructures sociales et renforcer la capacité de prestation de services afin de répondre aux besoins prévus des communautés hôtes avant le début des projets. Il faut, notamment, s'assurer que les services de police, les services sociaux et les services de santé disposent du personnel et des ressources nécessaires.[25]

Nous déplorons le manque de considération accordée à ces enjeux et à ces appels à l'action, autant de la part de *GNL Québec inc.* que de la part du BAPE. L'analyse d'un projet mené par l'industrie d'extraction et d'exploitation qui ne se penche pas de façon sérieuse sur les impacts de ce projet sur la sécurité des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones ne peut pas constituer une analyse rigoureuse des enjeux sociaux dudit projet.

Impacts sociaux du projet – La menace d'une industrie pétrolière et gazière politiquement et économiquement puissante au Québec

Comme le souligne la lettre ouverte que nous avons publiée avec d'autres membres de la coalition Divest Canada[26], l'industrie des énergies fossiles est le principal moteur de la crise climatique, ayant sciemment déstabilisé l'équilibre écologique de la planète pendant des décennies. L'industrie des combustibles fossiles est également l'un des principaux auteurs de la violence raciale et coloniale, avec une longue histoire de

[25] Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, volume 1b, p.221-222. Disponible en ligne: https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/MMIWG_Final_Report_Vol_1b_French-FINAL.pdf

[26] Vous pouvez consulter la lettre ouverte ici: http://www.divestcanada.ca/openletter/

dépossession des peuples autochtones de leurs terres[27], de pollution de l'air, de la terre et de l'eau des Autochtones, des Noir.e.s et des personnes racisées[28], et de financement de la police coloniale[29].

Comme vous le savez peut-être, pour éviter une catastrophe climatique irréversible, nous devons garder au moins 80 % des réserves connues de combustibles fossiles dans le sol[30]. Au lieu de réduire la production à une trajectoire plus sûre, les compagnies de combustibles fossiles continuent à faire pression pour de nouveaux pipelines, de nouvelles mines, de nouveaux projets de forage et l'exploration de nouvelles réserves. La production mondiale de combustibles fossiles se dirige vers un accroissement de 50 % par rapport à ce qui correspond à un réchauffement de 2 °C en comparaison avec les niveaux préindustriels et de 120 % par rapport à 1,5 °C d'ici 2030, ce qui signifie un désastre pour notre planète[31]. Les entreprises de combustibles fossiles ont passé les cinq dernières décennies à faire obstacle à une action gouvernementale significative en matière de changement climatique en déversant des milliards de dollars dans des campagnes de désinformation[32] et de lobbying[33].

À l'échelle mondiale, les entreprises du secteur des combustibles fossiles constituent une industrie extrêmement puissante, qui se chiffre à plusieurs trillions de dollars. Afin d'assurer la transition vers un avenir juste et durable, nous devons briser l'emprise de l'industrie des combustibles fossiles sur nos institutions politiques, financières, éducatives, sociales et culturelles.

En tant qu'organisation politique, *Divest McGill* s'oppose résolument aux investissements dans l'industrie des énergies fossiles. Nous nous opposons aux investissements des universités et des banques et, par extension, nous nous opposons au soutien provincial aux projets pétroliers et gaziers, que ce soit par le biais de

---

[27] https://www.aljazeera.com/news/2020/02/canada-police-clearing-wet-land-defender-camps-200206201913348.html
[28] https://www.theguardian.com/environment/2020/jun/18/environmental-justice-means-racial-justice-say-activists
[29] https://news.littlesis.org/2020/07/27/fossil-fuel-industry-pollutes-black-brown-communities-while-propping-up-racist-policing/
[30] https://350.org/why-we-need-to-keep-80-percent-of-fossil-fuels-in-the-ground/
[31] http://productiongap.org/
[32] https://www.ucsusa.org/climate/disinformation
[33] https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddc

subventions ou d'autorisations réglementaires. Nous comprenons qu'en privant l'industrie de la capacité de réaliser et de financer des projets - c'est-à-dire en menant une guerre économique contre l'industrie pétrolière et gazière - on peut lui ôter un pouvoir politique et économique considérable.

Comme illustration du pouvoir politique de l'industrie pétrolière et gazière, au début de la pandémie COVID-19, les gouvernements provinciaux ont suivi les appels d'organisations comme l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) pour exploiter la crise afin de démanteler les réglementations environnementales[34]. En Alberta, le démantèlement des exigences réglementaires qui en a résulté a été considéré comme encore plus sévère que l'exemple américain que la province avait suivi[35]. Au niveau fédéral, une note de service divulguée provenant de l'ACPP, le principal lobby du pétrole et du gaz (représentant et financé par les membres de l'industrie), a révélé leurs demandes au début de la pandémie pour la suppression des exigences de déclaration sur le lobbying, l'élimination de la nécessité de tester les fuites de méthane (nécessitant généralement deux personnes), et, entre autres réglementations, pour la suspension de la surveillance obligatoire des émissions industrielles d'oxydes nitriques toxiques (liées aux problèmes cardiaques et pulmonaires)[36]. Sous un autre parti, et peut-être même dans un autre contexte politique, ces demandes pourraient bien avoir été satisfaites.

Le désastre ferroviaire de 2013 au Lac-Mégantic, qui a entraîné la mort de 47 personnes au Québec, est un exemple tragique du préjudice social infligé lorsque la « paperasserie » est supprimée par l'industrie de l'énergie. Il est largement admis que la catastrophe a probablement été causée par le régime de sécurité que les compagnies pétrolières et leurs partenaires avaient mis en place. Elles ont pu réaliser des économies en réduisant le nombre d'inspections, en augmentant les expéditions ferroviaires et en différant l'entretien des infrastructures en ruine[37].

La rédaction par le gouvernement fédéral, en 2019, de la loi sur l'évaluation de l'impact a également été affectée par le lobbying de l'industrie. Après un contact étroit avec des

[34] https://globalnews.ca/news/6830754/capp-justin-trudeau-laws-coronavirus/
[35] https://ecojustice.ca/environmental-regulations-rollback-covid-19/
[36] https://environmentaldefence.ca/2020/04/17/capp_covid_memo/
[37] https://www.erudit.org/en/journals/rgd/1900-v1-n1-rgd03744/1047374ar.pdf

membres du Parlement et des sénateurs[38], le projet de loi qui en a résulté a imposé des évaluations d'impact environnemental à un nombre plus restreint de projets à grande échelle et à fortes émissions par rapport à son incarnation précédente[39]. Cela a fait écho aux tendances observées lors de la révision de la loi canadienne sur l'évaluation environnementale par le gouvernement en 2012. Le rapport de l'examen de 2012 avait l'ACPP comme source la plus citée. Le rapport a même « soulevé mot pour mot » les demandes publiées de l'industrie du pétrole et du gaz[40].

Une étude sur le lobbying du gouvernement fédéral par l'industrie extractive a révélé que, de 2011 à 2018, l'industrie des combustibles fossiles au Canada a enregistré 11 452 contacts de lobbying avec des représentants du gouvernement[41]. Les groupes de réflexion canadiens, qui interagissent fortement avec les politiciens et sont cités[42] des milliers de fois chaque année par les médias, reçoivent souvent un financement substantiel de l'industrie pétrolière et gazière, y compris de l'ACPP, et produisent des analyses favorables à l'industrie[43]. Dans les médias en général, l'ACPP s'est emparée des plus grandes chaînes de journaux du Canada, un accord ayant été conclu en 2013 entre l'ACPP et Postmedia[44]. Une présentation de Postmedia à l'époque a détaillé « Postmedia et l'ACPP vont mettre l'énergie au premier plan de notre conversation nationale. Ensemble, nous engagerons les cadres, le monde des affaires et le public canadien à souligner la manière dont le secteur de l'énergie propulse le Canada ». L'ACPP elle-même gère un groupe sur Facebook, Canada's Energy Citizens, qui compte plus de 200 000 adeptes, bien que l'ACPP ne tente pas de faire ressortir clairement ce lien de propriété[45]. Rien qu'en 2019, en Alberta, des campagnes publicitaires de faible qualité factuelle[46] ont été lancées par le gouvernement au nom de l'industrie pétrolière et gazière (évaluées à 23 millions de dollars), ainsi qu'une « salle

---

[38] https://thenarwhal.ca/industry-responsible-for-80-per-cent-of-senate-lobbying-linked-to-bill-c-69/
[39] https://miningwatch.ca/blog/2019/8/28/we-have-new-federal-impact-assessment-act-yay
[40] https://www.policyalternatives.ca/Harper_Record_2008-2015/24-HarperRecord-Kinney.pdf
[41] https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/BC%20Office%2C%20Saskatchewan%20Office/2019/11/ccpa-bc_cmp_BigOil_web.pdf
[42] https://www.theglobeandmail.com/opinion/canadian-think-tanks-have-a-problem-with-transparency-on-funding/article37172578/
[43] https://www.corporatemapping.ca/tag/pro-industry-organizations/
[44] https://thetyee.ca/Opinion/2017/11/14/mair-media-unholiest-alliances/
[45] https://www.researchgate.net/publication/324153884_Energy's_citizens_The_making_of_a_Canadian_petro-public
[46] https://www.policynote.ca/false-advertising-by-the-alberta-government-and-oil-lobby/

de guerre de l'énergie[47] », conçue pour cibler les écologistes, les journalistes et toute autre personne qui, selon le gouvernement, répand « des informations erronées et des mensonges » sur l'énergie canadienne (évaluée à 30 millions de dollars).

Les effets de la portée économique et culturelle de l'industrie pétrolière et gazière sont particulièrement visibles en Alberta. Là où se trouvent la plupart des sièges de ses opérations, divers sondages montrent les effets de l'hégémonie de l'industrie sur l'opinion publique. Selon deux sondages de 2019, seulement 27 % des Albertains considèrent le changement climatique comme une urgence[48] (contre 60 % au Québec) et seulement 42 % pensent que la terre se réchauffe[49] (contre une moyenne nationale de 60 %). Les vêtements pétropositifs, comme les t-shirts « I love oil and gas », et d'autres marchandises sont devenus de plus en plus populaires[50] et sont largement portés en public et par les politiciens[51]. Les groupes Facebook tels que Canada's Energy Citizens (mentionné ci-dessus) et Oil Respect, ont plus de 215 000 et 130 000 adeptes respectivement, avec un contenu qui fait de l'affiliation un secteur à dominance masculine et qui présente l'opposition comme l'œuvre d'une « élite radicale » de gauchistes et d'écologistes[52]. En septembre 2019, alors qu'un demi-million de personnes se sont réunies à Montréal pour protester contre le changement climatique, à Calgary, le nombre de participants n'était que de quelques centaines[53], soit moins que l'année précédente lors du rassemblement contre la taxe sur le carbone à Edmonton[54]. Comme l'illustre l'Alberta, une plus grande affinité pour l'industrie pétrolière et gazière a été fortement corrélée à une ambivalence accrue, voire à une hostilité à l'égard d'une transition écologique. La solution pour maintenir un fort soutien public à une nécessaire transition vers une société écologique n'est pas de permettre à l'industrie pétrolière et gazière de fonctionner et d'accumuler des profits, de s'ancrer dans les économies par le

---

[47] https://www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-alberta-premier-kenney-launches-energy-war-room-to-take-on-oil/

[48] https://www.thestar.com/edmonton/2019/08/13/climate-change-a-serious-concern-for-canadians-poll-finds-even-if-albertans-dont-feel-the-same.html

[49] https://globalnews.ca/news/6207280/map-climate-change-canada/

[50] https://www.asicentral.com/news/web-exclusive/september-2019/t-shirt-controversy-leads-to-more-sales-for-alberta-organization/

[51] https://www.macleans.ca/news/canada/the-rise-of-albertas-unapologetic-petro-patriots/

[52] https://mediatropes.com/index.php/Mediatropes/article/download/33669/25838/

[53] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1320693/alberta-marche-manifestations-climat-temperature-changement-climatique

[54] https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/anti-carbon-tax-rally-alberta-legislature-rebel-media-1.3880613

biais de la propagande de l'industrie et de la dépendance à l'égard de l'emploi, mais de la rendre brusquement et résolument un paria.

Dans cette optique, Divest McGill plaide pour l'abandon ou la rétention des investissements et des mesures de relance de l'industrie pétrolière et gazière. L'effet de la rétention des investissements et des possibilités d'expansion sur le bien-être de l'industrie énergétique canadienne est incontestable. Ces derniers mois, cette vérité a été exprimée par les plus fervents défenseurs de l'industrie, dont le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, qui a admis en juillet que le manque d'investissements était devenu «le plus grand défi de l'industrie énergétique canadienne[55].» Avant les commentaires de Kenney, la Deutsche Bank avait annoncé son retrait des sables bitumineux. En mai, le fonds souverain norvégien a également commencé à mettre sur sa liste noire des entreprises canadiennes comme Suncor et Canadian Natural Resources Ltd. Reflétant l'influence du désinvestissement au niveau politique, le Premier ministre a depuis admis que *les* «investisseurs du monde entier [sont] attentifs aux risques liés au changement climatique[56]*.* »

Conclusion

En conclusion, nous appelons au rejet d'*Énergie Saguenay*, de *Gazoduc* et de toute autre initiative liée au projet GNL QUÉBEC. Nous savons que le Québec peut rêver à de bien meilleurs projets pour planifier la transition écologique et sociale qu'il nous faudra prendre et pour lutter contre la crise climatique. Sachez que nous serons prêt.e.s à prendre les rues advenant le cas où le projet obtiendrait le feu vert malgré la large opposition citoyenne, et nous savons que nous ne sommes pas les seul.e.s.

[55] https://calgaryherald.com/opinion/columnists/varcoe-deutsche-bank-to-stop-oilsands-financing-triggers-pushback-in-canada
[56] https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/energy-firms-blacklisted-1.5567293